

Liminaire du CSAL du 07-10-2025

Monsieur le Président,

Nous prenons la parole aujourd'hui non seulement avec gravité, mais avec le sentiment que notre pays traverse une crise économique et politique sans précédent.

Le contexte est celui d'une politique d'austérité qui dure, d'une pression constante pour réduire les dépenses, notamment au détriment des services publics et de leurs agents. À la DGFIP, cette politique s'est traduite par la suppression de 32 000 emplois depuis 2008.

La perspective budgétaire pour les mois à venir est marquée par une très grande incertitude, on ne sait pas encore quelles nouvelles contraintes seront imposées aux services, ni jusqu'où l'État acceptera de rogner sur les missions ou d'imposer des restructurations. Le manque de visibilité est criant.

Cette logique, répétée à l'infini, se traduit sur le terrain par des effectifs sous-dimensionnés, une surcharge de travail, des objectifs de performance irréalistes et un sentiment croissant de perte du sens du service public.

L'ampleur de cette crise impose qu'on mette en lumière les causes, même partiellement, au risque de fermer les yeux sur un problème structurel.

Mais ce n'est pas tout, ce n'est plus une alerte, c'est un signal dramatique : depuis le 1er janvier 2025, douze agents de la DGFIP se sont donné la mort, et huit autres ont tenté de le faire. Ce bilan a déjà dépassé les niveaux annuels observés les deux années précédentes.

Solidaires Finances Publiques exige que chaque situation soit rigoureusement examinée, et que les facteurs professionnels soient systématiquement pris en compte dans les enquêtes.

Concernant l'ordre du jour, Solidaires Finances Publiques observe encore une fois un bilan mitigé sur les différents sujets.

En ce qui concerne le bilan de campagne 2024 des entretiens professionnels, on constate un très faible nombre de recours hiérarchiques qui ne correspond à la réalité des services. Pour beaucoup, la complexité du recours constitue un frein à la procédure. Les agents renoncent donc à faire appel.

De même, le nombre de refus du télétravail en local ne reflète pas la réalité, car certaines demandes sont rejetées verbalement.

Sur le sujet de la déclinaison locale des lignes directrices sur les trois missions issues des PCE, Solidaires Finances Publiques alerte sur la grande inquiétude des agents concernés par cette restructuration.

Nous avons l'impression de faire un retour en arrière lors de la mise en place du NRP.

Le climat est extrêmement anxiogène. Les agents ont besoin d'avoir rapidement des réponses claires et précises sur leur devenir.

Ils veulent connaître les volumes de transfert, les sites concernés, les services impactés et les montants des primes de restructuration.

Solidaires Finances Publiques déplore le manque de communication sur le sujet de l'immobilier du site de GUICHARD. Il semblerait qu'une nouvelle étude soit en cours pour un projet GUICHARD Bis...

Les agents du site de la Parlette sont eux aussi inquiets sur leur avenir et se posent des questions. Quel effectif, quels sites et à quelle date ?

Solidaires Finances Publiques rappelle que ses élus sont très fortement attachés à la défense de l'ensemble des agents.